

**POURSUIVIS POUR APPARTENANCE À UNE ORGANISATION TERRORISTE
ACTIVANT EN ALGÉRIE ET À L'ÉTRANGER**

**Perpétuité pour Dahoumène
et acquittement pour Boumezbar et Ykhlef**

La perpétuité a été prononcée hier par le tribunal criminel près la cour d'Alger à l'encontre de Abdelmadjid Dahoumène et l'acquittement au profit de Boumezbar Adel et Ykhlef Mourad. Le procès, qui a duré plus de six heures à la cour d'Alger sise au Ruisseau, était particulier. Le principal mis en cause dans cette affaire, en l'occurrence Dahoumène, a refusé de parler.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Teint clair et portant un chemisier vert pistache, Abdelmadjid Dahoumène évite de croiser le moindre regard. A sa gauche, Ykhlef et Boumezbar Adel. Selon l'ordonnance de renvoi, les trois personnes sont poursuivies «pour appartenance à une organisation terroriste activant à l'intérieur et à l'extérieur du pays et de faux et usage de faux». Lors de son réquisitoire, le ministère public, représenté par M. Hadji, a demandé la perpétuité pour Dahoumène et 20 et 10 ans de prison ferme à l'encontre de Boumezbar et Ykhlef. A l'annonce des peines requises par l'avocat général, ces deux derniers hochent la tête, à la différence de Dahoumène qui est resté impassible. Le silence observé par ce dernier durant les six heures du procès a soulevé moult questions y compris chez le président du tribunal criminel.

«Pourquoi avez-vous refusé de parler au tribunal ? Si vous refusez de parler de votre cas, parlez alors de Boumezbar et Ykhlef que vous avez cités lors de

l'instruction», lui demande le magistrat, entouré de deux conseillères. Dahoumène campe sur sa position. Il a refusé même de se mettre debout à l'ouverture du procès. Les multiples tentatives des robes noires pour le faire changer d'avis sont restées vaines. «Et pourtant en 2005, il a parlé», annonce l'avocate Boumerdassi à l'adresse du président du tribunal. «Et pourquoi aujourd'hui, refuse-t-il de se prononcer ?» réplique le juge.

Selon des avocats, Dahoumène, en prison depuis 2002, avait déclaré lors de son premier procès : «Je ne parlerai que si vous ramenez de l'étranger ceux qui ont cité mon nom», allusion faite à Ahmed Ressam, aujourd'hui en détention dans une prison américaine.

La salle d'audience, pleine à craquer, est tenue en haleine. Le mutisme de Dahoumène poussera-t-il le président du tribunal à renvoyer de nouveau le procès à une date ultérieure ?

Le doute plane parmi les avocats avant que le magistrat ne tranche. «Conformément à la

réglementation, je me vois dans l'obligation de prendre en compte les aveux faits par l'inculpé lors de son premier passage devant le juge d'instruction», a-t-il décidé. Le P-V de six feuillets est vite lu et le président passe à la seconde phase du procès. Il demande à Boumezbar de se rapprocher de la barre et de répondre des chefs d'inculpation notés dans l'ordonnance de renvoi.

«Je n'ai rien à voir dans cette affaire et je me demande pourquoi je suis aujourd'hui au tribunal ? Il est vrai que j'ai rencontré Dahoumène et Ressam au Canada. Mais cette rencontre était d'ordre naturel. On était des colocataires dans un appartement et à aucun moment je n'ai côtoyé ces deux personnes», souligne Boumezbar, avant que le président du tribunal ne le relance : «Pourquoi as-tu choisi de partager le même appartement avec des personnes recherchées et impliquées dans des affaires de terrorisme ?» «Je ne les connais pas, Monsieur le Président. Je sortais tôt le matin et je revenais tard le soir. Et puis, je ne sais pas si ces personnes sont poursuivies dans ce genre d'affaire.»

Les propos de Boumezbar Adel sont attentivement suivis par l'assistance. Parmi cette dernière, deux représentantes de la mission diplomatique canadienne en Algérie. La cause ? Boumezbar

jouit d'une double nationalité (algéro-canadienne). Ykhlef Mourad rejette lui aussi les inculpations retenues contre lui. Ayant quitté l'Algérie en 1992, il n'est revenu qu'en 2003. «Toute ma vie, je n'ai fait qu'étudier et travailler. Je suis un père de famille et je ne suis nullement concerné par cette affaire. Croyez-moi Monsieur le Président, c'est la vérité que je vous dis. Dahoumène, je ne le connais ni de près ni de loin.»

Le réquisitoire de l'avocat général a duré, quant à lui, une quinzaine de minutes. M. Hadji tente d'argumenter son intervention et déclare que les chefs d'inculpation retenus contre les mis en cause ne souffrent aucune ambiguïté, d'où les peines lourdes requises.

Un avis que rejettent «globalement et dans le détail» les avocats de la défense. La plaidoirie de l'avocat de Dahoumène, constitué d'office, a duré une dizaine de minutes. Droit au but, il plaide l'acquittement de son client. Les avocats Benbraham, Boumerdassi, Aïssani et Bouchachi ont tenu l'assistance en haleine. Mustapha Bouchachi, dans une plaidoirie magistrale, a demandé au juge de rendre la liberté «à (mon) client pour éviter de créer dans (notre) pays des situations de non-droit».

A. B.

POUR TENTER DE DÉSENGORGER LES TRIBUNAUX

La médiation au secours de la justice

Introduits dans le code de procédure civile et administrative, qui entrera en vigueur le 24 avril prochain, la médiation et l'arbitrage constituent une alternative à l'accumulation des dossiers au niveau des tribunaux qui mettent souvent beaucoup de temps avant de rendre des jugements.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Une situation qui se répercute également sur la Cour suprême qui «hérite» également des dossiers et qui met beaucoup de temps pour les traiter. Au cours du séminaire organisé au siège de la Cour suprême, son président a expliqué que s'il était difficile de pronostiquer sur le nombre d'affaires qui n'arriveront plus au niveau de son institution, il est cependant certain que la médiation soulagera les magistrats. Le séminaire, qui a réuni hier des magistrats libanais, soudanais et égyptiens, n'a pas permis de connaître l'ampleur de l'accumulation des dossiers. Ni le garde des Sceaux, ni le président de la Cour suprême n'en ont parlé. Tayeb

Belaïz avait, dans le passé, indiqué devant les sénateurs, en réponse à une question orale, que «les affaires déferées devant la Cour suprême et ayant fait l'objet de recours au sein des cours sont estimées à 87% du nombre des affaires présentées aux tribunaux». «67% des affaires présentées devant la Cour suprême portent sur les délits et les infractions.»

Une situation qui a fait dire hier au ministre de la Justice qu'«il est nécessaire de mettre au point des alternatives aux conflits et de promouvoir la politique de conciliation entre les parties en conflit. Le code de procédure civile et administrative, qui contient plus de 1 065 articles, recèle pas moins d'un livre

sur les procédures alternatives telles que la médiation, la conciliation et l'arbitrage». Justifiant ce recours à ces procédures, il a expliqué que c'est la lenteur du système judiciaire qui les a imposées. «Il n'existe pas de système exemplaire qui ne souffre aucune lacune. Le travail de la justice est long. Les procédures prennent du temps et les recours abusifs ne facilitent pas

les choses, ce qui induit la non-satisfaction des justiciables.» Rappelant les conditions de la médiation, le ministre de la Justice dira que cette dernière se fera sous la surveillance du juge qui devra veiller au principe du respect de l'ordre public tel que stipulé dans les dispositions des nombreux articles de loi dudit code.

N. I.

**L'indemnisation des personnes
en détention abusive «suit son cours»**

Le président de la Cour suprême a indiqué hier, en marge du séminaire organisé par son institution, que la juridiction chargée de traiter les dossiers d'indemnisation des personnes détenues abusivement poursuivait «normalement» son travail. Sans pour autant donner des statistiques sur le nombre de dossiers traités ou en cours de traitement, il a indiqué que «beaucoup» de personnes avaient été rétablies dans leurs droits tandis que celles qui n'ont pas respecté les délais ont été déboutées, conformément aux dispositions de la loi.

N. I.

AÏN-DEFLA

Deux bombes artisanales détruites à Aïn Torki et Hammam Righa

Des travaux engagés sur deux chantiers, le premier au niveau du col Kandec à l'ouverture d'une nouvelle déviation, le second dans la commune de Hammam Righa, ont permis de détecter, samedi dernier, en milieu de la matinée, la présence de deux bombes de fabrication artisanale enfouies dans le sol.

Aussitôt alertés, les artificiers de la Brigade mobile de la police judiciaire de la Sûreté de Khemis Miliana se sont rendus sur les lieux, a-t-on appris de source bien informée. Les déterrer, identifier leur système de mise à feu n'ont pas été sans difficultés, ajoute notre source.

Après avoir établi des cordons de sécurité, les artificiers, évitant tout risque inutile, ont préféré les détruire en les faisant exploser. En fait, précise-t-on, ces deux engins datent de la deuxième moitié de la décennie 1990 et ont été «oubliés» la par ceux qui les y ont posés. N'était la vigilance des ouvriers, ces deux bombes

auraient fait des morts et des dégâts. Combien de ces engins destructeurs restent encore ensevelis quelque part dans les différentes régions sans que leurs emplacements n'aient été déclarés ? Seuls ceux qui les ont placées le savent.

Cette fois ci heureusement, on ne signale ni victime ni dégâts. La Réconciliation nationale doit passer par là aussi, faute de quoi, d'autres familles seront encore endeuillées.

Karim O.

SIDI-BEL-ABBÈS

Peine capitale par contumace pour un terroriste en fuite

Le terroriste Halfaoui Lahcen, âgé de 32 ans, originaire de la daïra de Merine (Sidi Bel-Abbès) et activant actuellement dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès a été condamné à la peine capitale par contumace samedi dernier par la cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès qui siégeait pour sa deuxième session criminelle de cette année. Le procès de Halfaoui s'est ouvert sous les chefs d'accusation : meurtre avec préméditation et guet-apens, vols multiples qualifiés, C. B. V. à l'arme à feu, détention d'armes à

feu, de munitions et explosifs et utilisation de munitions et d'explosifs. L'accusé a été reconnu par de nombreux habitants de la région qui ont été victimes des sinistres besognes de son groupe dans des faux barrages. Le groupe terroriste dont Halfaoui faisait partie est accusé d'avoir mené des attaques contre leur commune et commis de nombreux crimes et autres actes terroristes plus abjects. Si Halfaoui a été reconnu dans le groupe, les autres éléments n'ont pas été identifiés par les victimes.

A. M.

**PROCÈS EN APPEL
DE L'OPGI DE BOUIRA**

**L'ex-DG et ses
collaborateurs acquittés**

L'affaire de l'OPGI de Bouira, qui a défrayé la chronique durant l'été 2006 et qui mettait en cause onze personnes, dont le DG de l'OPGI de l'époque, quatre de ses collaborateurs ainsi que des entrepreneurs et des responsables de bureaux d'études, a connu son épilogue samedi dernier au niveau de la cour de Bouira avec l'acquittement de tous les accusés.

Pour rappel, cette affaire portait sur des marchés fictifs qui auraient été contractés par l'OPGI dans le cadre des réfections des bâtisses touchées par le tremblement de terre de mai 2003 de Boumerdès.

Lors du premier procès qui a eu lieu en décembre 2007, onze personnes avaient été mises en examen par le juge d'instruction qui avait mis huit d'entre elles en liberté provisoire. Ces huit personnes, à savoir le DG de l'époque et quatre de ses collaborateurs, deux entrepreneurs et un ingénieur d'un bureau d'études, étaient poursuivis pour des délits de dilapidation de deniers publics, mauvaise gestion et passation de marchés fictifs dont l'enveloppe allouée était évaluée à 8 105 999 DA.

Le verdict prononcé au niveau du tribunal faisait état de la condamnation de l'ex-DG de l'OPGI, des deux entrepreneurs et du responsable du bureau d'études, reconnus coupables de mauvaise gestion (le délit de dilapidation de deniers publics avait été retiré de l'accusation) à 2 ans de prison ferme chacun et 100 000 DA d'amende, alors que les quatre autres cadres de l'OPGI ont écopé d'un an de prison ferme et 100 000 DA d'amende.

Ayant introduit des recours auprès de la cour de Bouira, le procès en appel a eu lieu samedi passé et à la fin des délibérations et grâce aux plaidoiries des avocats des inculpés qui ont balayé toutes les accusations retenues contre leurs clients, le juge a prononcé un non-lieu pour l'ensemble des accusés. Au niveau de la salle et dès la lecture du verdict, des youyous ont été poussés par les familles des accusés, qui ont eux-mêmes versé des larmes de joie.

Notons enfin que le verdict faisait état de leur dédommagement depuis le premier jour de leur mise à l'écart de juillet 2006 à nos jours, en attendant de statuer sur les modalités de leur réintégration.

Y. Y.

**RÉSEAU DE MALFAITEURS
À TLEMCCEN**

21 fonctionnaires impliqués

Après une enquête qui a duré plus de six mois, la brigade de la police judiciaire a réussi à mettre fin aux agissements d'un réseau de malfaiteurs composé de 40 personnes. A noter que parmi les personnes impliquées, il y a 21 fonctionnaires.

Ce réseau activant dans la wilaya de Tlemcen s'est spécialisé dans plusieurs délits : imitation de sceaux d'Etat, faux et usage de faux de documents officiels administratifs et financiers, dilapidation de deniers publics, abus de pouvoir, détournement d'objets hypothécaires, usurpation d'identité notamment escroquerie pour l'octroi de crédits bancaires.

Parmi les mis en cause, il y a un employé de la Direction des transports, une sage-femme du secteur sanitaire de Chétouane, un fonctionnaire de l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie, 5 de l'Ansej, 3 employés de banque (CPA, BADR agence 513 et BNA agence 527), des agents de l'APC de Tlemcen et de la Direction des impôts ainsi qu'un fonctionnaire de la wilaya de Tlemcen. L'enquête a été déclenchée suite à une information lors de la vérification des dossiers déposés au niveau de l'Ansej. L'enquête a révélé toute une série de falsification de documents administratifs tels que des attestations de travail, des registres du commerce, des baux de location, des factures, des diplômes universitaires et des cartes d'identité nationale. Ce qui a permis d'identifier les complices de ce réseau. Parmi les victimes, il y a 4 notaires de la wilaya de Tlemcen, 3 huissiers de justice et 6 autres citoyens. La BADR, le CPA, la BNA, le Centre national du registre du commerce, l'Ansej, la Casnos, la Cacobath, la Cnasat, l'Institut de la formation professionnelle, l'université du génie civil, la Direction des impôts, la wilaya de Tlemcen, l'APC de Tlemcen et la daïra de Mansourah ont subi des préjudices et se constituent partie civile. Le montant de cette escroquerie est évalué à plus de 3 milliards de dinars. Les mis en cause ont été présentés hier au parquet. Dix ont fait l'objet de mandat de dépôt dont deux étaient déjà incarcérés, trois sont en fuite et le reste sous contrôle judiciaire. C'est le cinquième réseau du genre qui vient d'être démantelé par les services de sécurité au cours de cette année.

Faïza B.